

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Pontiac _____

Code géographique : 82030 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Charlotte Laforest, atteste la véracité du rapport financier
de Pontiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____

Date

2019-04-02

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la municipalité de Pontiac,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la municipalité de Pontiac (l' « entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Pontiac au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Pontiac inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S16, S17 et S25 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT*Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers*

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

PICHÉ & LACROIX CPA INC.

1

Gatineau (Québec)

1 CPA Auditrice, CA permis de comptabilité publique no A125658

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

DATE 2019-04-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus				
Taxes	1	6 054 099	6 002 364	6 104 218
Compensations tenant lieu de taxes	2	425 590	485 970	462 387
Quotes-parts	3			
Transferts	4	941 521	1 236 901	1 140 385
Services rendus	5	70 410	225 938	125 171
Imposition de droits	6	394 600	393 823	406 699
Amendes et pénalités	7	100	1 207	1 871
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	106 294	156 669	161 051
Autres revenus	10		11 388	18 066
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	7 992 614	8 514 260	8 419 848
Charges				
Administration générale	14	1 183 457	1 211 737	1 140 475
Sécurité publique	15	2 212 466	2 305 207	2 248 505
Transport	16	2 350 901	2 661 944	2 165 008
Hygiène du milieu	17	1 214 983	1 167 324	1 151 926
Santé et bien-être	18	5 000		4 497
Aménagement, urbanisme et développement	19	431 069	405 051	419 834
Loisirs et culture	20	454 619	449 285	402 952
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	209 836	268 638	224 433
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	8 062 331	8 469 186	7 757 630
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(69 717)	45 074	662 218
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		8 092 619	7 396 957
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(33 444)	
Solde redressé	28		8 059 175	7 396 957
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		8 104 249	8 059 175

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 226 880	1 523 398
Débiteurs (note 5)	2	1 732 521	1 507 669
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	2 959 401	3 031 067
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 475 504	1 046 920
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 156 463	1 554 116
Revenus reportés (note 12)	12	365 563	169 344
Dette à long terme (note 13)	13	8 071 500	8 004 100
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	12 069 030	10 774 480
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(9 109 629)	(7 743 413)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	17 035 132	15 753 082
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	21 849	21 849
Stocks de fournitures	19	62 218	25 695
Autres actifs non financiers (note 17)	20	94 679	1 962
	21	17 213 878	15 802 588
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	8 104 249	8 059 175

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(69 717)	45 074	662 218
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	( 1 945 861)	(2 085 836)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	596 382	663 811	619 050
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	596 382	(1 282 050)	(1 466 786)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(36 523)	(3 332)
Variation des autres actifs non financiers	10		(92 717)	101 291
	11		(129 240)	97 959
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	526 665	(1 366 216)	(706 609)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(7 709 969)	(7 036 804)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		(33 444)	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(7 743 413)	(7 036 804)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(9 109 629)	(7 743 413)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	45 074	662 218
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	663 811	619 050
Autres			
-	3		
-	4		
	5	708 885	1 281 268
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(224 852)	(48 127)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(397 653)	108 574
Revenus reportés	9	196 219	50 222
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(36 523)	(3 332)
Autres actifs non financiers	13	(92 717)	101 291
	14	153 359	1 489 896
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 945 861)	(2 085 836)
Produit de cession	16		
	17	(1 945 861)	(2 085 836)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	743 800	
Remboursement de la dette à long terme	24	(676 400)	(686 900)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 428 584	1 046 920
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 495 984	360 020
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(296 518)	(235 920)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 523 398	1 759 318
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	1 523 398	1 759 318
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	1 226 880	1 523 398

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Pontiac est une municipalité née d'un regroupement en 1975. Elle est régit par le code municipal de la Province de Québec. Elle est dirigée par un conseil municipal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Office municipale d'habitation

L'O.M.H. est un organisme sans but lucratif qui assure le maintien de logements à prix modiques, pour les personnes âgées autonomes.

La Municipalité contribue au financement de cet organisme en payant un montant annuel égal à sa part du déficit annuel de l'organisme.

Municipalité Régionale de Compté Des-Collines-de-l'Outaouais

La M.R.C. des Collines de l'Outaouais assume, entre autres, la confection et le suivi de l'évaluation foncière, la planification et le suivi de l'aménagement. Au cours de l'exercice, la municipalité a versé un montant de 2 024 544 \$ (1 936 111 \$ en 2017) à la M.R.C. à titre de quote-part.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La municipalité utilise la méthode de la comptabilité d'exercice en conformité avec le Manuel de présentation de l'information financière municipale. Selon cette méthode, les revenus et les charges sont constatés dans l'exercice où ont eu lieu les transactions et faits.

C) Actifs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie :

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements: Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elle sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures -----	40 ans
Bâtiments -----	40 ans
Véhicules -----	10, 15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau ---	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement ---	10 et 20 ans

Les immobilisations en cours ne sont pas amorties.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S.O.

D) Passifs

S.O.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

Utilisation d'estimations

Pour préparer les états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses qui influent sur le montant des actifs et des passifs et les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur le montant des produits et des charges de l'exercice. Ces estimations sont révisées périodiquement et, s'ils s'avèrent nécessaires, des ajustements sont portés aux résultats de l'exercice où ils sont connus.

Dépenses reportées

Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts. Les autres dépenses reportées sont amorties sur une période maximale de cinq ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 298 078	225 193
Découvert bancaire	2 (58 002)	(347 848)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 986 804	1 646 053
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 1 226 880	1 523 398
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 1 284 882	1 871 246
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 747 965	740 981
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12 19 325	18 040
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 521 734	426 513
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 119 478	119 056
Organismes municipaux	15 96 142	40 413
Autres		
-	16 227 877	162 666
-	17	
	18 1 732 521	1 507 669
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 134 419	134 419
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 134 419	134 419
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	37	

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	45 295
Autres régimes (REER et autres)	41	
Régimes de retraite des élus municipaux	42	
	43	30 829
	45 295	30 829

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	547 219	1 004 020
Salaires et avantages sociaux	48	506 898	452 132
Dépôts et retenues de garantie	49	68 773	68 273
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
-	53	33 573	29 691
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	1 156 463	1 554 116

Note

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	5 264	887
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	205 929	114 844
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	51 665	53 613
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Subventions loisirs	68	102 705	
-	69		
-	70		
-	71		
	72	365 563	169 344

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018		2017	
13. Dette à long terme				
	Taux d'intérêt		Échéance	
	de	à	de	à
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,00	3,13	73	
Obligations et billets en monnaies étrangères			74	
Gains (pertes) de change reportés			75	
Autres dettes à long terme			76	
Gouvernement du Québec et ses entreprises			77	
Organismes municipaux			78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			79	
Autres			80	
			81	
	8 071 500			8 004 100
Frais reportés liés à la dette à long terme			82()
			83	
	8 071 500			8 004 100

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2019	84	92	719 300	100	109	117	719 300
2020	85	93	707 800	101	110	118	707 800
2021	86	94	727 800	102	111	119	727 800
2022	87	95	670 100	103	112	120	670 100
2023	88	96	681 500	104	113	121	681 500
2024 et +	89	97	4 565 000	105	114	122	4 565 000
	90	98	8 071 500	106	115	123	8 071 500
Intérêts et frais accessoires			107 (	)		124()
	91	99	8 071 500	108	116	125	8 071 500

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(7 176 391)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 (	1 933 238) (
Autres	128 ()
	129	(7 743 413)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	4 752 354	158	53 546	185		212	4 805 900
Eaux usées	131	3 390 873	159		186		213	3 390 873
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	6 359 625	160	471 155	187		214	6 830 780
Autres	133	358 283	161		188		215	358 283
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	2 072 992	163	1 206 003	190	(972 220)	217	4 251 215
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	2 583 797	165	106 818	192		219	2 690 615
Ameublement et équipement de bureau	138	193 039	166	68 950	193		220	261 989
Machinerie, outillage et équipement divers	139	522 748	167	39 389	194		221	562 137
Terrains	140	318 106	168		195		222	318 106
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>20 551 817</u>	170	<u>1 945 861</u>	197	<u>(972 220)</u>	224	<u>23 469 898</u>
Immobilisations en cours	143	<u>972 220</u>	171		198	<u>972 220</u>	225	
	144	<u>21 524 037</u>	172	<u>1 945 861</u>	199		226	<u>23 469 898</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	725 552	173	120 148	200		227	845 700
Eaux usées	146	932 490	174	84 772	201		228	1 017 262
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	874 960	175	185 780	202		229	1 060 740
Autres	148	124 176	176	13 388	203		230	137 564
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	991 683	178	93 266	205		232	1 084 949
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	1 597 208	180	133 630	207		234	1 730 838
Ameublement et équipement de bureau	153	156 091	181	14 140	208		235	170 231
Machinerie, outillage et équipement divers	154	368 795	182	18 687	209		236	387 482
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>5 770 955</u>	184	<u>663 811</u>	211		238	<u>6 434 766</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>15 753 082</u>					239	<u>17 035 132</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	21 849	21 849
	253	21 849	21 849
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	21 849	21 849
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Assurances	256	94 679	
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		1 962
-	260		
	261	94 679	1 962
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

La municipalité a des obligations contractuelles aux niveau des chemins d'hiver, l'entretien ménager, les ordures ménagères et matières recyclables et le contrôle animalier.

Elle a de plus une entente de services avec la Municipalité de La Pêche concernant la protection contre les incendies, les services des loisirs, les services de collecte des déchets domestiques dangereux et l'entretien des chemins pour certains territoires spécifiques.

Les montants à payer relativement à ces engagements pour 2019 totalisent 1 158 658 \$.

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

En date du présent rapport, une requête introductive d'instance a été signifiée à la Municipalité le 3 décembre 2014, dans laquelle les propriétaires réclament une somme de 295 827.69 \$ pour le remboursement de dépenses engagées. Une entente a été prise et la municipalité a convenu de verser une somme de 100 000 \$. La Municipalité a versé une somme de 24 740.54\$ durant l'exercice et le reste de la somme est pris en charge par les assureurs de la Municipalité. Les assureurs n'avaient pas effectué le paiement au 31 décembre 2018.

Une requête introductive d'instance a été signifiée à la Municipalité le 18 octobre 2017, dans laquelle le propriétaire réclame une somme de 50 000 \$ pour dommages ainsi qu'une indemnité de 100\$ par jour depuis le 5 juin 2017, soit un total demandé d'environ 107 400 \$ au 31 décembre 2018. Les avocats de la Municipalité jugent peu probable que la Municipalité soit condamnée à payer un montant dans ce dossier, ou le montant serait peu important.

Une défense et demande reconventionnelle a été notifiée à la Municipalité le 19 octobre 2018, dans laquelle la défenderesse réclame 178 520.89 \$ en dommages et 100 000 \$ en dommages punitifs, plus intérêts et indemnités légaux applicables. Les avocats de la Municipalité jugent peu probable que la Municipalité soit condamnée à payer un montant dans ce dossier, ou le montant serait peu important.

Une requête introductive d'instance a été signifiée à la Municipalité le 13 septembre 2018, dans laquelle la demanderesse réclame une somme de 335 729.01\$ pour des préjudices subis. Les avocats de la Municipalité jugent peu probable que la Municipalité ait à déboursé un montant dans ce dossier.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Une plainte a été déposée devant le Tribunal administratif du travail à l'encontre la Municipalité. Le montant réclamé n'a pas été déterminé à ce jour et les avocats de la Municipalité jugent peu probable que la Municipalité soit condamnée à payer un montant dans ce dossier.

Des griefs ont été déposés à l'encontre de la Municipalité les 14 et 19 juin 2017. Les parties sont en attente d'une date d'audience devant l'arbitre. Les avocats de la Municipalité jugent les montants en cause minimes.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

La direction a redressé l'exercice précédent pour corriger le traitement des revenus perçus d'avance des carrières sablières qui ont été mis en revenu et en affectation du fonds réservés au lieu d'être traité seulement en revenus perçus d'avance ainsi qu'une correction d'un compte à recevoir de 33 444 \$. Enfin un revenu de taxes pour la centrale 911 a été ajouté ainsi que la dépense correspondante. L'excédent de la ligne 29 (S7) a donc été réduit de 33 444 \$ ainsi que celui de la ligne 22 (S8). La dette nette à la ligne 19 (S9) a été augmenté du même montant. Les débiteurs à la ligne 16 (S11-3) ont été diminué de 33 444 \$. L'excédent de fonctionnement de l'exercice 2017 à des fins fiscales (S17) a été augmenté de 43 257 \$ (51 510 \$ - 33 444 \$ + 25 191 \$). Enfin l'excédent de fonctionnement non affecté a été réduit de 33 444 \$.

23. Données budgétaires

L'état de résultats et l'état de la variation des actifs nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal. Les données budgétaires n'ont pas fait l'objet de vérification.

24. Instruments financiers

N/A

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	6 054 099	6 002 364			6 002 364	6 104 218
Compensations tenant lieu de taxes	2	425 590	485 970			485 970	462 387
Quotes-parts	3						
Transferts	4	941 521	1 183 355			1 183 355	1 140 385
Services rendus	5	70 410	225 938			225 938	125 171
Imposition de droits	6	394 600	393 823			393 823	406 699
Amendes et pénalités	7	100	1 207			1 207	1 871
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	106 294	156 669			156 669	161 051
Autres revenus	10		11 388			11 388	18 066
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	7 992 614	8 460 714			8 460 714	8 419 848
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		53 546			53 546	
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20		53 546			53 546	
	21	7 992 614	8 514 260			8 514 260	8 419 848
Charges							
Administration générale	22	1 149 990	1 173 910	37 827		1 211 737	1 140 475
Sécurité publique	23	2 106 938	2 214 444	90 763		2 305 207	2 248 505
Transport	24	2 130 060	2 400 023	261 921		2 661 944	2 165 008
Hygiène du milieu	25	1 008 460	959 458	207 866		1 167 324	1 151 926
Santé et bien-être	26	5 000					4 497
Aménagement, urbanisme et développement	27	426 397	400 378	4 673		405 051	419 834
Loisirs et culture	28	429 268	388 524	60 761		449 285	402 952
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	209 836	268 638			268 638	224 433
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	596 382	663 811	(663 811)			
	33	8 062 331	8 469 186			8 469 186	7 757 630
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(69 717)	45 074			45 074	662 218

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(69 717)	45 074	662 218
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	53 546) ()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(69 717)	(8 472)	662 218
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	596 382	663 811	619 050
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	596 382	663 811	619 050
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	676 400 ) (	676 400 ) (	686 900)
	18	(676 400)	(676 400)	(686 900)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	76 321 ) (	15 574)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	198 000	270 495	150 000
Excédent de fonctionnement affecté	21			15 970
Réserves financières et fonds réservés	22	(45 603)	(57 828)	(95 423)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(2 662)	(2 662)	(2 604)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	149 735	133 684	52 369
	26	69 717	121 095	(15 481)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		112 623	646 737

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	53 546	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(35 308)	(65 199)
Sécurité publique	3	(110 779)	(25 333)
Transport	4	(532 840)	(1 639 662)
Hygiène du milieu	5	(53 546)	(6 424)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(1 104)
Loisirs et culture	8	(1 213 388)	(348 114)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(1 945 861)	(2 085 836)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	743 800	646 500
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	76 321	15 574
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	240 475	41 138
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	22 828	41 473
	18	339 624	98 185
	19	(862 437)	(1 341 151)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(808 891)	(1 341 151)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	1 845 190	1 978 455	1 677 535
Charges sociales	2	295 193	277 399	233 454
Biens et services	3	3 111 659	3 254 220	3 064 896
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	190 836	210 266	206 099
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec	6			
et ses entreprises	7			
D'autres tiers	8			
Autres frais de financement	8	19 000	58 372	18 334
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	1 999 571	2 024 544	1 936 111
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13			
Amortissement des immobilisations	14	596 382	663 811	619 050
Autres				
-	15	4 500	2 119	2 151
-	16			
-	17			
	18	8 062 331	8 469 186	7 757 630

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10

Excédent (déficit) de l'exercice 11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 () ()
	17
	18

Passifs

Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	() ()
	22	
Autres	23	
	24	

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	263 607	878 296
Excédent de fonctionnement affecté	2	991 780	700 783
Réserves financières et fonds réservés	3	426 185	370 840
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	(121 775) ) (	(214 113))
Financement des investissements en cours	5	(2 818 998)	(2 010 107)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	9 119 900	7 905 250
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	8 104 249	8 059 175
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	263 607	878 296
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	263 607	878 296
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Surplus Égoûts	12	114 489	109 189
- Budget 2019	13	325 000	
- Centre communautaire Quyon	14	250 137	151 277
- Surplus Aînés-Seniors	15	355	355
- Service incendie	16	70 101	96 386
- Travaux voirie réseau routier	17	186 387	273 500
- Barrière Terry Fox	18	11 000	11 000
- Centre communautaire Luskville	19	34 308	34 308
- Divers	20	3	24 768
	21	991 780	700 783
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	991 780	700 783
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- chemin asphalte	27	65 000	65 000
- incendie 17-13	28	10	10
-	29		
-	30		
-	31		
	32	65 010	65 010
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	325 257	269 912
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	35 918	35 918
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	361 175	305 830
	48	426 185	370 840

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
- Montant à pourvoir eau	58 (	(121 775)) (
- Autre	59 () (
	60 (	(121 775)) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
-	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (	(121 775)) (
		(214 113))

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 (2 818 998 ) (	( 2 010 107)
	84 (2 818 998)	(2 010 107)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 17 035 132	15 753 082
Propriétés destinées à la revente	86 21 849	21 849
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 17 056 981	15 774 931
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 17 056 981	15 774 931
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (8 071 500 ) (	8 004 100)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 () ()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 134 419	134 419
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (7 937 081 ) (	7 869 681)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (7 937 081 ) (	7 869 681)
	101 9 119 900	7 905 250

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	30 829
	112	30 829
	45 295	30 829

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	

Description du régime

	2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	
	119	

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TAXES		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 521 654	4 488 501	4 433 120
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	423 138	386 388	509 368
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	97 171	96 423	102 363
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	5 041 963	4 971 312	5 044 851
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	188 909	186 456	209 629
Égout	11	96 665	95 539	83 746
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	726 562	719 378	736 807
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		29 679	29 185
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 012 136	1 031 052	1 059 367
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 012 136	1 031 052	1 059 367
	27	6 054 099	6 002 364	6 104 218

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31	533	533
	32	533	533
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	30 793	30 793
	36	30 793	30 793
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	31 326	31 326
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	394 264	428 261
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45	394 264	428 261
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	425 590	462 387
		485 970	462 387

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57	275	119 720
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	410 652	500 652
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	165 223	165 223
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70	184 371	184 209
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	61 000	63 981
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		16 000
Réseau d'électricité	90		
	91	821 521	1 033 943
			1 011 825

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	53 546	
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	53 546	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	120 000	149 412	128 560
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	120 000	149 412	128 560
TOTAL DES TRANSFERTS	141	941 521	1 236 901	1 140 385

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147	5 275	51 585
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150	5 275	51 585
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151	10 000	47 042
Enlèvement de la neige	152		15 000
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156	10 000	47 042
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178		
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité	182		
	183	15 275	98 627
		74 057	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autre	186	5 185	3 304
	187	5 185	6 235
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191		
	192		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195	4 100	7 644
			1 650
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201	4 100	7 644
			1 650
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
	202		
Réseau de distribution de l'eau potable			
	203		
Traitement des eaux usées			
	204		
Réseaux d'égout			
	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
	206		
Matières recyclables			
	207		
Autres			
	208		
Cours d'eau			
	209		
Protection de l'environnement			
	210		
Autres	211	8 500	2 914
	212	8 500	5 829
			2 914
			5 829
Santé et bien-être			
Logement social			
	213		
Sécurité du revenu			
	214		
Autres			
	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
	217		
Rénovation urbaine			
	218		
Promotion et développement économique			
	219		
Autres			
	220		
	221		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
	222		
Activités culturelles			
Bibliothèques			
	223		
Autres			
	224	37 350	113 449
	225	37 350	37 400
			113 449
			37 400
Réseau d'électricité			
	226		
	227	55 135	127 311
	228	70 410	51 114
TOTAL DES SERVICES RENDUS		225 938	125 171

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	37 850	30 594	27 965
Droits de mutation immobilière	230	330 000	329 784	346 610
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232	26 750	33 445	32 124
	233	394 600	393 823	406 699
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	100	1 207	1 871
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	106 294	156 669	161 051
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245		11 388	18 066
	246		11 388	18 066
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	174 032	162 126		162 126	151 880
Greffe et application de la loi	2	(150 729)	(143 435)		(143 435)	(186 005)
Gestion financière et administrative	3	919 487	950 400	37 827	988 227	972 709
Évaluation	4	202 700	202 700		202 700	199 740
Gestion du personnel	5					
Autres						
-	6	4 500	2 119		2 119	2 151
-	7					
	8	1 149 990	1 173 910	37 827	1 211 737	1 140 475
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 518 824	1 548 503		1 548 503	1 445 113
Sécurité incendie	10	559 289	568 928	90 763	659 691	554 284
Sécurité civile	11					
Autres	12	28 825	97 013		97 013	249 108
	13	2 106 938	2 214 444	90 763	2 305 207	2 248 505
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 354 288	1 596 859	261 921	1 858 780	1 501 432
Enlèvement de la neige	15	530 976	568 102		568 102	455 610
Éclairage des rues	16	37 000	23 585		23 585	23 302
Circulation et stationnement	17	19 500	31 844		31 844	2 616
Transport collectif						
Transport en commun	18	32 689	50 419		50 419	56 744
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	155 607	129 214		129 214	125 304
	22	2 130 060	2 400 023	261 921	2 661 944	2 165 008

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		<u>Budget 2018</u>	<u>Réalizations 2018</u>			<u>Réalizations</u>
		<u>Sans ventilation</u>	<u>Sans ventilation</u>	<u>Ventilation de</u>	<u>Total</u>	<u>2017</u>
		<u>de l'amortissement</u>	<u>de l'amortissement</u>	<u>l'amortissement</u>		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	157 437	158 570	97 833	256 403	211 336
Réseau de distribution de l'eau potable	24	67 518	72 122	23 842	95 964	98 830
Traitement des eaux usées	25	63 038	58 128	84 772	142 900	132 580
Réseaux d'égout	26	33 627	32 720		32 720	27 853
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	219 512	222 408	199	222 607	221 691
Élimination	28	211 437	185 229		185 229	237 743
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	190 371	190 468		190 468	187 814
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	57 845	35 942	1 220	37 162	29 085
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	7 675	3 871		3 871	4 994
	40	1 008 460	959 458	207 866	1 167 324	1 151 926
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	5 000				4 497
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	5 000				4 497
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	401 397	388 354	2 416	390 770	408 017
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49		230	2 257	2 487	2 444
Autres	50					
Autres	51	25 000	11 794		11 794	9 373
	52	426 397	400 378	4 673	405 051	419 834

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	91 533	69 454	43 261	112 715	62 644
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55	4 541	4 861		4 861	23 392
Parcs et terrains de jeux	56	102 513	88 331	7 092	95 423	72 983
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	70 074	58 871	2 888	61 759	94 166
	60	268 661	221 517	53 241	274 758	253 185
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	61 796	55 183	7 520	62 703	66 963
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	98 811	111 824		111 824	82 804
	66	160 607	167 007	7 520	174 527	149 767
	67	429 268	388 524	60 761	449 285	402 952
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	185 914	205 341		205 341	192 622
Autres frais	70	4 922	4 925		4 925	13 477
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	19 000	58 372		58 372	18 334
	73	209 836	268 638		268 638	224 433
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
75		596 382	663 811	(663 811)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Pontiac

Code géographique : 82030

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	524 701	1 614 203
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		6 424
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 206 003	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	146 207	50 792
Ameublement et équipement de bureau	18	68 950	9 151
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21		405 266
	22	1 945 861	2 085 836

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	524 701	1 620 627
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	1 421 160	465 209
	34	1 945 861	2 085 836

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	218 550		13 600	204 950
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	5 367 693	743 800	312 600	5 798 893
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	5 586 243	743 800	326 200	6 003 843
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	134 419			134 419
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	134 419			134 419
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	134 419			134 419
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	2 283 438		350 200	1 933 238
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 417 857		350 200	2 067 657
	19	8 004 100	743 800	676 400	8 071 500
Dette en cours de refinancement	20	()			()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	8 004 100	743 800	676 400	8 071 500

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	8 071 500
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 818 998
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	134 419
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	1 933 238
---	----	-----------

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres	13	
--------	----	--

-	14	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	8 822 841
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	8 822 841
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	303 012
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	9 125 853
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	9 125 853
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	(150 729)	(150 729)	(217 488)
Évaluation	2	202 700	202 700	199 740
Autres	3	121 478	140 996	157 836
Sécurité publique				
Police	4	1 518 824	1 518 824	1 415 928
Sécurité incendie	5	21 796	41 314	21 156
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	32 689	34 796	43 315
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	197 081	180 910	234 720
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	55 732	55 733	80 904
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 999 571	2 024 544	1 936 111

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 945 861	2 085 836
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 945 861	2 085 836

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	10,00	32,50	16 093,00	667 330	100 880	768 210
Professionnels	2						
Cols blancs	3	18,00	35,00	13 321,00	356 676	57 673	414 349
Cols bleus	4	21,00	40,00	23 706,00	646 160	94 949	741 109
Policiers	5						
Pompiers	6	32,00	1,00	7 898,00	189 060	16 445	205 505
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	81,00		61 018,00	1 859 226	269 947	2 129 173
Élus	9	8,00			119 229	7 452	126 681
	10	89,00			1 978 455	277 399	2 255 854

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	165 223	15 957	37 589		218 769
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14	184 367				184 367
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	833 765				833 765
	17	1 183 355	15 957	37 589		1 236 901

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	12 260	11 456
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	12 260	11 456
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	147 158	115 142
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	147 158	115 142
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	66 256	57 359
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18	42 964	40 476
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	109 220	97 835
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	268 638	224 433

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Johanne Labadie		
Nancy Draper Maxsom		
Susan McKay		
Tom Howard		
Scott McDonald		
Isabelle Patry		
Leslie-Ann Barber		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>325 258 \$</u>	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.			
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	<u>91 084 \$</u>	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ \$
b) autres formes d'aide	20	_____ \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 410 652 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 568 102 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 55 428 \$

b) Dépenses d'investissement

27 372 683 \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 996 213 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

Niveleuse, pavage et réfection de chemins, ponceau (Lusk, Montagne, Dominicains, Steele, River, Alary..etc..)

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 19-04--3714

b) Date d'adoption de la résolution

30 2019-04-09

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Pontiac _____

Code géographique : 82030 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière (par intérim) de la municipalité de Pontiac,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la municipalité de Pontiac (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

PICHÉ & LACROIX CPA INC.

1

Gatineau (Québec)

1 CPA Auditrice, CA permis de comptabilité publique no A125658

DATE 2019-04-02

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	6 002 364
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 880
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	29 679
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>5 969 805</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	757 377 900
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>756 185 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>756 781 800</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Pontiac _____

Code géographique : 82030 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	4 763 963
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	439 439
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	102 884
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	5 306 286

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	207 232
Égout	11	103 920
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	604 068
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	915 220
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	915 220
	27	6 221 506

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	533
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	533
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	45 638
	9	45 638
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	46 171

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	507 077
Taxes d'affaires	17	
	18	507 077

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	553 248

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 694 159 675	X 5 0,6225 /100\$	6 4 321 143				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 1 629 853	X 8 0,7470 /100\$	9 12 175				
Immeubles non résidentiels	10 12 358 433	X 11 1,0465 /100\$	12 129 331				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 382 000	X 20 1,2450 /100\$	21 4 756				
Immeubles agricoles	22 47 639 839	X 23 0,6225 /100\$	24 296 558				
Total			25 4 763 963	26 ()	27 ()	28	29 4 763 963

Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 756 169 800	X 31 0,0584 /100\$	32 439 439				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54 439 439	55 ()	56 ()	57	58 439 439

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	4 | 3 | 9 | , | 8 | 2 | \$
Égout	2	3 | 0 | 3 | , | 6 | 3 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 4 | 3 | , | 6 | 4 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
eau petit commerce	502,2800	4	par locaux
eau gros commerce	747,1200	4	par locaux
égouts petit commerce	347,2100	4	par locaux
égouts gros commerce	516,4900	4	par locaux
ordure résidence commerce	143,6400	4	par bac
ordure commercial	143,6400	4	par bac
ordure conteneur 2 v.c.	1 478,0400	4	par conteneur
ordure conteneur 4 v.c.	2 248,2100	4	par conteneur
ordure conteneur 6 v.c.	3 254,0300	4	par conteneur
ordure conteneur 8 v.c.	4 141,5800	4	par conteneur
ordure conteneur 10 v.c.	5 619,6200	4	par conteneur
recyclage résidentiel	53,7400	4	par bac
recyclage conteneur 2 v.c.	515,6500	4	par conteneur
recyclage conteneur 4 v.c.	784,1000	4	par conteneur
recyclage conteneur 6 v.c.	1 128,9700	4	par conteneur
recyclage conteneur 8 v.c.	1 433,3000	4	par conteneur
recyclage conteneur 10 v.c.	1 934,9900	4	par conteneur

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	6 221 506
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	4 756
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	6 216 750

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 756 169 800

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12

		0	,	8	2	2	1
--	--	---	---	---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	129 331			4 756	12 175	296 558
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	129 331			4 756	12 175	296 558

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	4 321 143		439 439	5 203 402
De secteur	10	102 884			102 884
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	915 220			915 220
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	5 339 247		439 439	6 221 506

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	142 808 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>8 667 522 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>720 200 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>244 310 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>325 000 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-20</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Charlotte Laforest , atteste que le rapport financier de Pontiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-04-02.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Pontiac.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Pontiac consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Pontiac détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-16 11:30:28

Date de transmission au Ministère : 2019/05/23